

Les critères d'acceptation établis par l'Organisme, et leurs modifications successives, restent d'application aussi longtemps qu'ils ne sont pas remplacés par les critères d'acceptation visés à l'article 179, § 2, 4° et 8°, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, tels que modifiés par l'article 2.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 7 novembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
P.-Y. DERMAGNE

La Ministre de l'Energie,
T. VAN DER STRAETEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

Chambre des représentants:

(www.lachambre.be)

Documents : 55-2093 (2020/2021)

Compte rendu intégral : 21 octobre 2021.

De acceptatiecriteria die werden opgesteld door de Instelling evenals hun opeenvolgende wijzigingen blijven van toepassing zolang zij niet worden vervangen door de in artikel 179, § 2, 4° en 8°, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, zoals gewijzigd bij artikel 2, bedoelde acceptatiecriteria.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 november 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Energie,
T. VAN DER STRAETEN

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers :

(www.dekamer.be)

Stukken : 55-2093 (2020/2021)

Integraal Verslag : 21 oktober 2021

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C – 2021/22600]

28 NOVEMBRE 2021. — Loi transposant la directive (UE) 2019/633 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur les pratiques commerciales déloyales dans les relations interentreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire et modifiant le Code de droit économique

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

La présente loi transpose la directive (UE) 2019/633 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur les pratiques commerciales déloyales dans les relations interentreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire.

CHAPITRE 2. — Modifications du Code de droit économique

Section 1^{re}. — Modifications du livre I^{er} du Code de droit économique

Art. 2. Dans le livre I^{er}, titre 2, chapitre 4, du Code de droit économique, inséré par la loi du 21 décembre 2013, il est inséré un article I.8/1, rédigé comme suit:

“Art. I.8/1. Sans préjudice de l'article I.8, à l'exception des 4° et 20°, les définitions suivantes sont applicables au livre VI, titre 4, chapitre 2, section 4:

1° produits agricoles et alimentaires: les produits énumérés à l'annexe I du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ainsi que les produits ne figurant pas dans ladite annexe, mais qui sont transformés en vue d'être utilisés dans l'alimentation en recourant à des produits énumérés dans ladite annexe;

2° acheteur: toute personne physique ou morale, indépendamment du lieu d'établissement de cette personne, ou toute autorité publique dans l'Union, qui achète des produits agricoles et alimentaires; le terme “acheteur” peut englober un groupe de personnes physiques ou morales appartenant à cette catégorie, y compris les autorités publiques;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C – 2021/22600]

28 NOVEMBER 2021. — Wet tot omzetting van Richtlijn (EU) 2019/633 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 inzake oneerlijke handelspraktijken in de relaties tussen ondernemingen in de landbouw- en voedselvoorzieningsketen en tot wijziging van het Wetboek van economisch recht

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Deze wet voorziet in de omzetting van Richtlijn (EU) 2019/633 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 inzake oneerlijke handelspraktijken in de relaties tussen ondernemingen in de landbouw- en voedselvoorzieningsketen.

HOOFDSTUK 2. — Wijzigingen van het Wetboek van economisch recht

**Afdeling 1. — Wijzigingen
van boek I van het Wetboek van economisch recht**

Art. 2. In boek I, titel 2, hoofdstuk 4, van het Wetboek van economisch recht, ingevoegd bij de wet van 21 december 2013, wordt een artikel I.8/1 ingevoegd, luidende:

“Art. I.8/1. Onverminderd artikel I.8, met uitzondering van de bepalingen onder 4° en 20°, gelden voor boek VI, titel 4, hoofdstuk 2, afdeling 4, de volgende definities:

1° landbouw- en voedingsproducten: de producten die zijn vermeld in bijlage I bij het verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, alsmede producten die niet in die bijlage zijn vermeld maar op basis van in die bijlage vermelde producten zijn verwerkt voor gebruik als voedingsmiddel;

2° afnemer: een natuurlijke persoon of rechtspersoon, ongeacht de plaats van vestiging van die persoon, of een overheidsinstantie in de Unie, die landbouw- en voedingsproducten koopt; de term “afnemer” kan een groepering van die natuurlijke of rechtspersonen omvatten, met inbegrip van overheidsinstanties;

3° autorité publique: les autorités nationales, régionales ou locales, les organismes de droit public ou les associations formées par une ou plusieurs de ces autorités ou un ou plusieurs de ces organismes de droit public;

4° fournisseur: tout producteur agricole ou toute personne physique ou morale, indépendamment de son lieu d'établissement, qui vend des produits agricoles et alimentaires; le terme "fournisseur" peut englober un groupe de producteurs agricoles ou de personnes physiques et morales appartenant à cette catégorie, tel que des organisations de producteurs, des organisations de fournisseurs et des associations de ces organisations."

Art. 3. L'article I.20 du même Code, inséré par la loi du 17 juillet 2013 et modifié par les lois du 1^{er} décembre 2016 et du 15 avril 2018, est complété par un 9°, rédigé comme suit:

"9° plaignant de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire: tout fournisseur de produits agricoles et alimentaires, toute organisation de producteurs, toute organisation de fournisseurs, toute organisation dont un producteur ou un fournisseur est membre, toute association d'organisations dont un fournisseur est membre et toute autre organisation ayant un intérêt légitime à représenter les fournisseurs pour autant qu'il s'agisse d'une personne morale indépendante sans but lucratif, qui est confronté à un acheteur de produits agricoles et alimentaires soupçonné de commettre une infraction aux dispositions visées à l'article XV.83, 15°/1."

Section 2. — Modifications du livre VI du Code de droit économique

Art. 4. Dans le livre VI, titre 4, chapitre 2, du même Code, remplacé par la loi du 4 avril 2019, il est inséré une section 4 intitulée:

"Section 4. Pratiques du marché déloyales dans les relations interentreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire"

Art. 5. Dans la section 4, insérée par l'article 4, il est inséré un article VI.109/4 rédigé comme suit:

"Art. VI.109/4. Sans préjudice de l'application du titre 3/1 du présent livre et des sections 1 à 3 du présent chapitre, les dispositions de la présente section s'appliquent aux relations, au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire, entre les acheteurs d'une part et les fournisseurs dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 350 000 000 euros d'autre part.

Le chiffre d'affaires annuel des fournisseurs visé à l'alinéa 1^{er} s'entend conformément aux parties pertinentes de l'annexe à la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises, et en particulier aux articles 3, 4 et 6 de cette annexe, y compris les définitions d'"entreprise autonome", "entreprise partenaire" et "entreprise liée", ainsi que d'autres questions relatives au chiffre d'affaires annuel.

Le chiffre d'affaires annuel maximal visé à l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux organisations de producteurs reconnues en vertu de l'article 152 du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) no 922/72, (CEE) no 234/79, (CE) no 1037/2001 et (CE) no 1234/2007, ni aux associations d'organisations de producteurs reconnues en vertu de l'article 156 du même règlement.

La présente section s'applique aux ventes pour lesquelles soit le fournisseur, soit l'acheteur, ou les deux, sont établis en Belgique."

Art. 6. Dans la même section 4, il est inséré un article VI.109/5 rédigé comme suit:

"Art. VI.109/5. Sont déloyales et interdites conformément à l'article VI.109/8, les pratiques du marché suivantes:

1° l'acheteur paie le fournisseur:

a) lorsque l'accord de fourniture prévoit la livraison de produits de manière régulière, plus de trente jours après l'expiration d'un délai de livraison convenu, qui ne peut pas dépasser un mois, au cours duquel les livraisons ont été effectuées, ou plus de trente jours après la date d'établissement du montant à payer pour ce délai de livraison, la plus tardive de ces deux dates étant retenue;

b) lorsque l'accord de fourniture ne prévoit pas la livraison de produits de manière régulière, plus de trente jours après la date de livraison ou plus de trente jours après la date d'établissement du montant à payer, la plus tardive de ces deux dates étant retenue;

3° overheidsinstantie: nationale, regionale of lokale overheidsinstanties, publiekrechtelijke instellingen of samenwerkingsverbanden bestaande uit een of meer van dergelijke overheidsinstanties of een of meer van dergelijke publiekrechtelijke instellingen;

4° leverancier: een landbouwproducent of een natuurlijke of rechtspersoon, ongeacht hun plaats van vestiging, die landbouw- en voedingsproducten verkoopt; de term "leverancier" kan een groepering van dergelijke landbouwproducenten of een groepering van dergelijke natuurlijke personen en rechtspersonen omvatten, zoals producentenorganisaties, leveranciersorganisaties en verenigingen van dergelijke organisaties."

Art. 3. Artikel I.20 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 juli 2013 en gewijzigd bij de wetten van 1 december 2016 en 15 april 2018, wordt aangevuld met een bepaling onder 9°, luidende:

"9° klager in de landbouw- en voedselvoorzieningsketen: elke leverancier van landbouw- en voedingsproducten, elke producentenorganisatie, elke organisatie van leveranciers, elke organisatie waar een producent of leverancier lid van is, elke vereniging van organisaties waar een leverancier lid van is en elke andere organisatie die een rechtmatig belang heeft bij de vertegenwoordiging van leveranciers voor zover het een onafhankelijke rechtspersoon zonder winstoogmerk betreft, die geconfronteerd wordt met een afnemer van landbouw- en voedingsproducten van wie wordt vermoed dat hij zich schuldig maakt aan een inbreuk op de in artikel XV.83, 15°/1, bedoelde bepalingen."

Afdeling 2. — Wijzigingen van boek VI van het Wetboek van economisch recht

Art. 4. In boek VI, titel 4, hoofdstuk 2 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 4 april 2019, wordt een afdeling 4 ingevoegd, luidende:

"Afdeling 4. Oneerlijke marktpraktijken tussen ondernemingen in de landbouw- en voedselvoorzieningsketen"

Art. 5. In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 4, wordt een artikel VI.109/4 ingevoegd, luidende:

"Art. VI.109/4. Onverminderd de toepassing van titel 3/1 van dit boek en van de afdelingen 1 tot 3 van dit hoofdstuk, zijn de in deze afdeling opgenomen bepalingen van toepassing op de verhoudingen in de landbouw- en voedselvoorzieningsketen, tussen enerzijds de afnemers en anderzijds de leveranciers waarvan de jaarlijkse omzet 350 000 000 euro niet overschrijdt.

De in het eerste lid bedoelde jaarlijkse omzet van leveranciers wordt begrepen overeenkomstig de desbetreffende delen van de bijlage bij aanbeveling 2003/361/EG van de Commissie van 6 mei 2003 betreffende de definitie van kleine, middelgrote en micro-ondernemingen, en met name de artikelen 3, 4 en 6, met inbegrip van de definities van "onafhankelijke onderneming", "partner-onderneming" en "verbonden onderneming", en andere met de jaarlijkse omzet verbonden kwesties.

De in het eerste lid vastgestelde maximale jaarlijkse omzet voor leveranciers geldt niet voor producentenorganisaties die erkend zijn krachtens artikel 152 van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad, en de krachtens artikel 156 van dezelfde Verordening erkende unies van producentenorganisaties.

Deze afdeling is van toepassing op verkopen waarbij de leverancier of de afnemer, of beide, in België gevestigd zijn."

Art. 6. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel VI.109/5 ingevoegd, luidende:

"Art. VI.109/5. Worden als oneerlijk beschouwd en verboden overeenkomstig artikel VI.109/8, de volgende marktpraktijken:

1° de afnemer betaalt de leverancier:

a) indien in de leveringsovereenkomst wordt bepaald dat de producten op regelmatige basis worden geleverd, later dan dertig dagen na het einde van een overeengekomen leveringstermijn waarbinnen leveringen zijn verricht, die niet langer dan één maand mag duren, of later dan dertig dagen na de datum waarop het te betalen bedrag voor die leveringstermijn is vastgesteld, naargelang welke datum later valt;

b) indien in de leveringsovereenkomst niet wordt bepaald dat de producten op regelmatige basis worden geleverd, later dan dertig dagen na de leveringsdatum of later dan dertig dagen na de datum waarop het te betalen bedrag is vastgesteld, naargelang welke datum later valt;

Lorsque l'acheteur établit le montant à payer:

— les délais de paiement visés au *a)* commencent à courir à l'expiration d'un délai de livraison convenu au cours duquel les livraisons ont été effectuées, et

— les délais de paiement visés au *b)* commencent à courir à compter de la date de livraison.

La présente disposition s'applique sans préjudice:

— des conséquences des retards de paiement et des voies de recours prévues par la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales,

— de la possibilité dont disposent un acheteur et un fournisseur de se mettre d'accord sur une clause de répartition de la valeur au sens de l'article 172bis du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) no 922/72, (CEE) no 234/79, (CE) no 1037/2001 et (CE) no 1234/2007 du Conseil.

L'interdiction visée dans la présente disposition ne s'applique pas aux paiements:

— effectués par un acheteur à un fournisseur, lorsque ces paiements interviennent dans le cadre du programme à destination des écoles conformément à l'article 23 du règlement (UE) n° 1308/2013 précité;

— effectués par des entités publiques dispensant des soins de santé au sens de l'article 4, § 2, alinéa 3, de la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales;

— effectués dans le cadre d'accords de fourniture entre des fournisseurs de raisins ou de moût destinés à la production de vin et leurs acheteurs directs, pour autant que:

i) les conditions de paiement spécifiques aux opérations de vente soient contenues dans des contrats types qui ont été rendus obligatoires par les États membres conformément à l'article 164 du règlement (UE) n° 1308/2013 précité avant le 1^{er} janvier 2019, et que l'extension de contrats types soit renouvelée par les États membres à compter de cette date sans modification significative des conditions de paiement au détriment des fournisseurs de raisins ou de moût, et

ii) les accords de fourniture entre les fournisseurs de raisins ou de moût de raisins destinés à la production de vin et leurs acheteurs directs soient pluriannuels ou deviennent pluriannuels;

2° l'acheteur annule des commandes de produits agricoles et alimentaires à si brève échéance que l'on ne peut raisonnablement s'attendre à ce qu'un fournisseur trouve une autre solution pour commercialiser ou utiliser ces produits. Un délai inférieur à trente jours est toujours considéré comme une brève échéance.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et sur la proposition conjointe des ministres qui ont l'Économie, les Classes moyennes et l'Agriculture dans leurs attributions, fixer des délais inférieurs à trente jours pour les secteurs qu'il détermine;

3° l'acheteur modifie unilatéralement les conditions d'un accord de fourniture de produits agricoles et alimentaires qui concernent la fréquence, la méthode, le lieu, le calendrier ou le volume des approvisionnements ou des livraisons de produits agricoles et alimentaires, les normes de qualité, les conditions de paiement ou les prix ou en ce qui concerne la fourniture de services dans la mesure où ceux-ci sont explicitement visés à l'article VI.109/6;

4° l'acheteur demande au fournisseur qu'il effectue des paiements qui ne sont pas en lien avec la vente de produits agricoles et alimentaires du fournisseur;

5° l'acheteur demande au fournisseur qu'il paie pour la détérioration ou la perte de produits agricoles et alimentaires ou pour la détérioration et la perte qui se produisent dans les locaux de l'acheteur ou après le transfert de propriété à l'acheteur, lorsque cette détérioration ou cette perte ne résulte pas de la négligence ou de la faute du fournisseur;

6° l'acheteur refuse de confirmer par écrit les conditions d'un accord de fourniture entre l'acheteur et le fournisseur au sujet desquelles le fournisseur a demandé une confirmation écrite.

Cette disposition ne s'applique pas lorsque l'accord de fourniture porte sur des produits devant être livrés par un membre d'une organisation de producteurs, y compris une coopérative, à l'organisation de producteurs dont le fournisseur est membre dès lors que les statuts de cette organisation de producteurs ou les règles et décisions prévues par ces statuts ou en découlant contiennent des dispositions produisant des effets similaires à ceux des conditions de l'accord de fourniture;

Indien de afnemer het te betalen bedrag vaststelt:

— gaan de in de bepaling onder *a)* bedoelde betalingstermijnen in vanaf het einde van een overeengekomen leveringstermijn waarbinnen de leveringen zijn verricht; en

— gaan de in de bepaling onder *b)* bedoelde betalingstermijnen in vanaf de leveringsdatum.

Deze bepaling geldt onverminderd:

— de gevolgen van betalingsachterstanden en rechtsmiddelen voorzien door de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties,

— de mogelijkheid voor een afnemer en een leverancier om een clause betreffende waardeverdeling in de zin van artikel 172bis van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad overeen te komen.

Het in deze bepaling bedoelde verbod geldt niet voor betalingen:

— van een afnemer aan een leverancier, indien dergelijke betalingen worden gedaan in het kader van de schoolregeling op grond van artikel 23 van vernoemde Verordening (EU) nr. 1308/2013;

— van overheidsorganisaties die gezondheidszorg verstrekken in de zin van artikel 4, § 2, derde lid, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties;

— die worden gedaan krachtens leveringsovereenkomsten tussen leveranciers van druiven of most voor wijnbereiding en hun directe afnemers, op voorwaarde:

i) dat de specifieke betalingsvoorwaarden voor de verkooptransacties worden opgenomen in standaardcontracten die op grond van artikel 164 van vernoemde Verordening (EU) nr. 1308/2013 vóór 1 januari 2019 verbindend zijn verklaard door de lidstaten, en dat die uitbreiding van de standaardcontracten vanaf die datum door de lidstaten wordt verlengd zonder significante wijzigingen van de betalingsvoorwaarden ten nadele van leverancier van landbouw- en voedingsproducten van druiven of most, en

ii) dat de leveringsovereenkomsten tussen leveranciers van druiven of most voor wijnbereiding en hun directe afnemers meerjarig zijn of meerjarig worden;

2° de afnemer annuleert een bestelling van landbouw- en voedingsproducten op zodanig korte termijn dat niet redelijkerwijs kan worden verwacht dat de leverancier een alternatief kan vinden voor het verhandelen of het gebruik van die producten. Een termijn van minder dan dertig dagen wordt altijd als een te korte termijn beschouwd.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en op de gemeenschappelijke voordracht van de ministers bevoegd voor Economie, Middenstand en Landbouw, termijnen van minder dan dertig dagen vaststellen voor de sectoren die Hij bepaalt;

3° de afnemer wijzigt eenzijdig de voorwaarden van een leveringsovereenkomst voor landbouw- en voedingsproducten die verband houden met de frequentie, de methode, de plaats, de timing of het volume van de bevoorrading of de levering van de landbouw- en voedingsproducten, de kwaliteitsnormen, de betalingsvoorwaarden of de prijzen, of met de verlenging van diensten, voor zover die uitdrukkelijk worden vermeld in artikel VI.109/6;

4° de afnemer verlangt van de leverancier dat hij betalingen doet die geen verband houden met de verkoop van de landbouw- en voedingsproducten van de leverancier;

5° de afnemer verlangt van de leverancier dat hij betaalt voor het bederf of verlies, of beide, van landbouw- en voedingsproducten, dat zich voordoet bij de afnemer of nadat de eigendom is overgedragen aan de afnemer, en dat niet aan nalatigheid of fout van de leverancier is toe te schrijven;

6° de afnemer weigert om de voorwaarden van een leveringsovereenkomst tussen de afnemer en de leverancier schriftelijk te bevestigen, ook al heeft de leverancier om een schriftelijke bevestiging verzocht.

Deze bepaling geldt niet wanneer de leveringsovereenkomst betrekking heeft op producten die door een lid van een producentenorganisatie, met inbegrip van een coöperatie, moeten worden geleverd aan de producentenorganisatie waarbij de leverancier is aangesloten, op voorwaarde dat in de statuten van die producentenorganisatie of in de bij deze statuten vastgestelde of daaruit voortvloeiende voorschriften en besluiten bepalingen zijn opgenomen van vergelijkbare strekking als de voorwaarden van de leveringsovereenkomst;

7° l'acheteur obtient, utilise ou divulgue de façon illicite des secrets d'affaires du fournisseur au sens de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des secrets d'affaires;

8° l'acheteur menace de procéder ou procède à des actions de représailles commerciales à l'encontre du fournisseur si le fournisseur exerce ses droits contractuels ou légaux, y compris en déposant une plainte auprès des autorités d'application ou en coopérant avec les autorités d'application au cours d'une enquête;

9° l'acheteur demande une compensation au fournisseur pour le coût induit par l'examen des plaintes des clients en lien avec la vente des produits du fournisseur malgré l'absence de négligence ou de faute de la part du fournisseur."

Art. 7. Dans la même section 4, il est inséré un article VI.109/6 rédigé comme suit:

"Art. VI.109/6. Sont présumées déloyales, à moins qu'elles n'aient été préalablement convenues en termes clairs et dépourvus d'ambiguïté dans l'accord de fourniture ou dans tout accord ultérieur entre le fournisseur et l'acheteur, les pratiques du marché suivantes:

1° l'acheteur renvoie des produits agricoles et alimentaires invendus au fournisseur sans payer pour ces invendus ou sans payer pour l'élimination de ces produits

2° le fournisseur est tenu d'effectuer un paiement pour que ses produits agricoles et alimentaires soient stockés, exposés ou référencés ou mis à disposition sur le marché

3° l'acheteur demande au fournisseur qu'il supporte tout ou partie des coûts liés à toutes remises sur les produits agricoles et alimentaires qui sont vendus par l'acheteur dans le cadre d'actions promotionnelles.

Une telle pratique n'est toutefois pas considérée comme déloyale si l'acheteur, avant une action de promotion dont il est à l'initiative, précise sa durée et la quantité de produits agricoles et alimentaires qu'il prévoit de commander à prix réduit.

L'acheteur fournit préalablement à chaque action promotionnelle une estimation écrite du montant à payer par le fournisseur et/ou des éléments sur lesquels cette estimation est basée.

Le fournisseur donne son accord exprès sur ces coûts. À défaut, celui-ci n'est pas tenu de les supporter;

4° l'acheteur demande au fournisseur qu'il paie pour la publicité faite par l'acheteur pour les produits agricoles et alimentaires;

5° l'acheteur demande au fournisseur qu'il paie pour la commercialisation de produits agricoles et alimentaires par l'acheteur;

6° l'acheteur fait payer par le fournisseur le personnel chargé d'aménager les locaux utilisés pour la vente des produits de ce fournisseur.

Lorsque l'acheteur demande un paiement dans les situations visées à l'alinéa 1^{er}, 2°, 3°, 4°, 5° et 6°, l'acheteur présente par écrit au fournisseur une estimation des paiements par unité ou des paiements globaux, selon le cas, et, en ce qui concerne les situations visées à l'alinéa 1^{er}, 2°, 4°, 5°, ou 6°, il présente également par écrit une estimation des coûts au fournisseur, et les éléments sur lesquels se fonde cette estimation."

Art. 8. Dans la même section 4, il est inséré un article VI.109/7 rédigé comme suit:

"Art. VI.109/7. En vue d'assurer la loyauté des relations commerciales entre les acteurs de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur la proposition conjointe des ministres qui ont l'Économie, les Classes moyennes et l'Agriculture dans leurs attributions, modifier ou compléter les articles VI.109/5 et VI.109/6.

Avant de proposer un arrêté en application de l'alinéa 1^{er}, le ministre consulte le Conseil supérieur des indépendants et des PME et le Conseil central de l'Économie et fixe le délai raisonnable dans lequel l'avis doit être donné. Passé ce délai, l'avis n'est plus requis."

Art. 9. Dans la même section 4, il est inséré un article VI.109/8 rédigé comme suit:

"Art. VI.109/8. Les pratiques du marché déloyales entre un acheteur et un fournisseur sont interdites.

7° de afnemer verkrijgt onrechtmatig bedrijfsgeheimen van de leverancier, gebruikt deze onrechtmatig of maakt deze onrechtmatig openbaar, in de zin van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van bedrijfsgeheimen;

8° de afnemer dreigt met of gaat over tot commerciële vergeldingsmaatregelen tegen de leverancier indien de leverancier zijn contractuele of wettelijke rechten uitoefent, met inbegrip van de indiening van een klacht bij de handhavingsautoriteiten of de samenwerking met de handhavingsautoriteiten tijdens een onderzoek;

9° de afnemer verlangt van de leverancier een vergoeding voor de kosten die gepaard gaan met het onderzoeken van klachten van klanten in verband met de verkoop van de producten van de leverancier, ondanks het ontbreken van nalatigheid of schuld van de leverancier."

Art. 7. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel VI.109/6 ingevoegd, luidende:

"Art. VI.109/6. Worden als oneerlijk beschouwd, tenzij zij eerder op duidelijke en ondubbelzinnige wijze zijn overeengekomen in de leveringsovereenkomst of in een daaropvolgende overeenkomst tussen de leverancier en de afnemer, de volgende marktpraktijken:

1° de afnemer retourneert onverkochte landbouw- en voedingsproducten aan de leverancier zonder betaling voor die onverkochte producten of zonder betaling voor de verwijdering van die producten;

2° van de leverancier wordt een vergoeding verlangd voor de opslag, de uitstalling of de opname in het assortiment van zijn landbouw- en voedingsproducten, of voor het op de markt aanbieden van dergelijke producten;

3° de afnemer verlangt van de leverancier dat hij alle of een deel van de kosten draagt van kortingen voor landbouw- en voedingsproducten die in het kader van een promotieactie door de afnemer zijn verkocht.

Een dergelijke praktijk wordt echter niet oneerlijk geacht indien de afnemer vóór een promotieactie op zijn eigen initiatief de periode waarin de promotie plaatsvindt en de verwachte hoeveelheid landbouw- en voedingsproducten die zal worden besteld tegen de na aftrek van de korting verkregen prijs, specificeert.

De afnemer verstrekt voorafgaand aan elke promotionele actie een schriftelijke raming van het door de leverancier te betalen bedrag en/of de elementen waarop deze raming is gebaseerd.

De leverancier gaat uitdrukkelijk akkoord met deze kosten. Is dit niet het geval, dan dient hij deze niet te dragen;

4° de afnemer verlangt van de leverancier dat hij betaalt voor het maken van reclame voor landbouw- en voedingsproducten door de afnemer;

5° de afnemer verlangt van de leverancier dat hij betaalt voor de marketing van landbouw- en voedingsproducten door de afnemer;

6° de afnemer verlangt van de leverancier dat hij personeel betaalt voor de inrichting van de ruimten die voor de verkoop van de producten van deze leverancier worden gebruikt.

Indien door de afnemer een vergoeding voor de in het eerste lid onder 2°, 3°, 4°, 5° en 6°, omschreven situaties wordt verlangd, dan verstrekt de afnemer de leverancier een schriftelijke raming van het te betalen bedrag, per stuk of in totaal naargelang wat passend is, alsmede voor zover het gaat om de situaties als bedoeld in het eerste lid onder 2°, 4°, 5°, of 6°, een schriftelijke raming van de kosten voor de leverancier en van de elementen waarop die raming is gebaseerd."

Art. 8. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel VI.109/7 ingevoegd, luidende:

"Art. VI.109/7. Teneinde de eerlijkheid van de handelsrelaties tussen de actoren van de landbouw- en voedselvoorzieningsketen te verzekeren kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op de gemeenschappelijke voordracht van de ministers bevoegd voor Economie, Middenstand en Landbouw, de artikelen VI.109/5 en VI.109/6 wijzigen of aanvullen.

Alvorens een besluit ter uitvoering van het eerste lid voor te stellen, raadpleegt de minister de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de kmo en de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en bepaalt de redelijke termijn waarbinnen het advies moet worden gegeven. Eenmaal deze termijn is verstreken, is het advies niet meer vereist."

Art. 9. In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel VI.109/8 ingevoegd, luidende:

"Art. VI.109/8. De oneerlijke marktpraktijken tussen een afnemer en een leverancier zijn verboden.

Les clauses contractuelles qui ont pour objet des pratiques du marchés déloyales entre un acheteur et un fournisseur sont interdites et nulles. Le contrat reste contraignant pour les parties s'il peut subsister sans la clause contractuelle interdite."

Section 3. — Modifications du livre XV du Code de droit économique

Art. 10. Dans le livre XV, titre 1^{er}, chapitre 2, section 1^{re}, du même Code, insérée par la loi du 21 décembre 2013, il est inséré un article XV.16/3, rédigé comme suit:

"Art. XV.16/3. § 1^{er}. Un plaignant de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire peut adresser une plainte aux agents visés à l'article XV.2 lorsqu'il existe des raisons de soupçonner l'existence d'infractions aux dispositions visées à l'article XV.83, 15°/1. Le Roi peut déterminer les modalités selon lesquelles la plainte peut être transmise.

§ 2. Dans un délai de soixante jours après réception de la plainte visée au paragraphe 1^{er}, les agents visés à l'article XV.2 informent le plaignant visé au paragraphe 1^{er} de la manière dont ils ont l'intention de donner suite à la plainte.

3. Lorsque les agents visés à l'article XV.2 considèrent que les motifs ne sont pas suffisants pour donner suite à une plainte, ils informent le plaignant visé au paragraphe 1^{er} des raisons qui motivent leur décision dans le délai visé au paragraphe 2.

Sans préjudice de la possibilité de rechercher et de constater de leur propre initiative des infractions aux dispositions visées à l'article XV.83, 15°/1, les agents visés à l'article XV.2 mènent une enquête sur la plainte dans un délai raisonnable après la notification visée au paragraphe 2, pour autant qu'ils considèrent que les motifs sont suffisants pour donner suite à la plainte.

§ 4. Dans le cadre de la recherche, de la constatation, de la poursuite et de la sanction des infractions aux dispositions visées à l'article XV.83, 15°/1, les agents visés à l'article XV.2 prennent les mesures nécessaires pour assurer la protection de l'identité ou des intérêts du plaignant de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire ou, le cas échéant, de ses membres, et ce pour autant que le plaignant en ait fait la demande et ait indiqué les informations pour lesquelles il demande un traitement confidentiel.

Les mesures nécessaires visées à l'alinéa 1^{er} peuvent entre autres consister en la suppression de l'identité du plaignant de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire, ou de toute autre information dont la divulgation serait préjudiciable à ses intérêts, de la copie du procès-verbal remise au contrevenant conformément à l'article XV.2, § 2."

Art. 11. Dans la même section 1^{re}, il est inséré un article XV.16/4, rédigé comme suit:

"Art. XV.16/4. Lorsqu'une infraction est constatée aux dispositions visées à l'article XV.83, 15°/1, les agents visés à l'article XV.2 adressent à l'acheteur de produits agricoles et alimentaires un avertissement le mettant en demeure de mettre fin à l'acte, conformément à la procédure prévue à l'article XV.31, sans les mentions visées à l'article XV.31, § 1^{er}, alinéa 4, 3° et 4°.

Par dérogation à l'article XV.31, § 2, les agents visés à l'article XV.2 peuvent dresser un procès-verbal pouvant faire l'objet de la procédure et des poursuites visées à l'article XV.60/1, § 1^{er}.

Les agents visés à l'article XV.2 peuvent s'abstenir d'adresser un avertissement au contrevenant s'il y a un risque de révéler l'identité d'un plaignant de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire ou de divulguer toute information qui serait, de l'avis de ce dernier, préjudiciable à ses intérêts, et à condition que le plaignant ait indiqué les informations pour lesquelles il demande un traitement confidentiel.

Les agents visés à l'article XV.2 peuvent rendre public l'avertissement visé à l'alinéa 1^{er}, même si l'acheteur de produits agricoles et alimentaires n'y donne pas suite."

Art. 12. Dans la même section 1^{re}, il est inséré un article XV.16/5, rédigé comme suit:

"Art. XV.16/5. Les agents visés à l'article XV.2 collaborent avec les autorités d'application désignées des autres États membres visées à l'article 4, paragraphe 1^{er} de la directive (UE) 2019/633 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur les pratiques commerciales déloyales dans les relations interentreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire, afin de se prêter mutuellement assistance lors de l'exécution d'enquêtes ayant une dimension transfrontalière."

Contractuele bedingen die oneerlijke marktpraktijken tussen een afnemer en een leverancier tot gevolg hebben, zijn verboden en nietig. De overeenkomst blijft bindend voor de partijen indien ze zonder de verboden contractuele bedingen kan voortbestaan."

Afdeling 3. — Wijzigingen van boek XV van het Wetboek van economisch recht

Art. 10. In boek XV, titel 1, hoofdstuk 2, afdeling 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 21 december 2013, wordt een artikel XV.16/3 ingevoegd, luidende:

"Art. XV.16/3. § 1. Een klager in de landbouw- en voedselvoorzieningsketen kan een klacht richten aan de in artikel XV.2 bedoelde ambtenaren wanneer er een vermoeden bestaat van inbreuken op de in artikel XV.83, 15°/1, bedoelde bepalingen. De Koning kan de wijze bepalen waarop de klacht overgemaakt kan worden.

§ 2. Binnen een termijn van zestig dagen na ontvangst van de in paragraaf 1 bedoelde klacht, stellen de in artikel XV.2 bedoelde ambtenaren de in paragraaf 1 bedoelde klager in kennis van de manier waarop zij voornemens zijn gevolg te geven aan de klacht.

§ 3. Indien de in artikel XV.2 bedoelde ambtenaren van oordeel zijn dat er onvoldoende grond is om gevolg te geven aan de klacht, brengen ze in paragraaf 1 bedoelde klager binnen de termijn bedoeld in paragraaf 2 in kennis van de redenen daarvoor.

Onverminderd de mogelijkheid om op eigen initiatief inbreuken op de in artikel XV.83, 15°/1, bedoelde bepalingen op te sporen en vast te stellen, voeren de ambtenaren bedoeld in artikel XV.2 binnen een redelijke termijn na de kennisgeving bedoeld in paragraaf 2 een onderzoek van de klacht uit, voor zover ze van oordeel zijn dat er voldoende grond is om gevolg te geven aan de klacht.

§ 4. De in artikel XV.2 bedoelde ambtenaren nemen de noodzakelijke maatregelen in het kader van de opsporing, vaststelling, vervolging en bestrafing van de inbreuken op de in artikel XV.83, 15°/1, bedoelde bepalingen, met het oog op de bescherming van de identiteit of de belangen van de klager in de landbouw- en voedselvoorzieningsketen of, in voorkomend geval, diens leden, en dit voor zover de klager daarom heeft verzocht en heeft aangegeven voor welke informatie om vertrouwelijkheid wordt verzocht.

De in het eerste lid bedoelde noodzakelijke maatregelen kunnen onder meer bestaan uit het schrappen van de identiteit van de klager in de landbouw- en voedselvoorzieningsketen of enige andere informatie waarvan de openbaarmaking schadelijk zou kunnen zijn voor de belangen van de klager, uit het afschrijven van het proces-verbaal dat aan de overtreder wordt overgemaakt overeenkomstig artikel XV.2, § 2."

Art. 11. In dezelfde afdeling 1 wordt een artikel XV.16/4 ingevoegd, luidende:

"Art. XV.16/4. Wanneer een inbreuk wordt vastgesteld op de in artikel XV.83, 15°/1, bedoelde bepalingen, richten de ambtenaren bedoeld in artikel XV.2 een waarschuwing aan de afnemer van landbouw- en voedingsproducten waarbij die tot stopzetting van de handeling wordt aangemaand, overeenkomstig de procedure voorzien in artikel XV.31, zonder de vermeldingen bedoeld in artikel XV.31, § 1, vierde lid, 3° en 4°.

In afwijking van artikel XV.31, § 2, kunnen de ambtenaren bedoeld in artikel XV.2 een proces-verbaal opstellen die het voorwerp kan uitmaken van de procedure en vervolgingen bedoeld in artikel XV.60/1, § 1.

De in artikel XV.2 bedoelde ambtenaren kunnen afzien van het richten van een waarschuwing aan de overtreder indien er een risico bestaat op de openbaarmaking van de identiteit van een klager in de landbouw- en voedselvoorzieningsketen of van enige andere informatie waarvan die klager meent dat de openbaarmaking zijn belangen zou schaden, en op voorwaarde dat de klager heeft aangegeven voor welke informatie om vertrouwelijkheid wordt verzocht.

De ambtenaren bedoeld in artikel XV.2 kunnen de in het eerste lid bedoelde waarschuwing openbaar maken, ook als er geen gevolg aan is gegeven door de afnemer van landbouw- en voedingsproducten."

Art. 12. In dezelfde afdeling 1 wordt een artikel XV.16/5 ingevoegd, luidende:

"Art. XV.16/5. De in artikel XV.2 bedoelde ambtenaren werken samen met de aangewezen handhavingsautoriteiten van andere lidstaten, bedoeld in artikel 4, lid 1, van Richtlijn (EU) 2019/633 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 inzake oneerlijke handelspraktijken in de relaties tussen ondernemingen in de landbouw- en voedselvoorzieningsketen, om elkaar wederzijds bijstand te verlenen bij het verrichten van onderzoeken met een grensoverschrijdende dimensie."

Art. 13. Dans le livre XV, titre 1/2, du même Code, inséré par la loi du 29 septembre 2020, il est inséré un chapitre 7 intitulé:

“Chapitre 7. – Publication”

Art. 14. Dans le chapitre 7 inséré par l'article 13, il est inséré un article XV.60/21 rédigé comme suit:

“Art. XV.60/21. La décision infligeant une amende administrative peut être rendue publique de façon nominative par les agents visés à l'article XV.60/4 sur le site web du Service public fédéral Économie, PME, Classes moyennes et Énergie au plus tôt à l'issue du délai de recours visé à l'article XV.60/15.

Le cas échéant, il est procédé à une publication non nominative et/ou limitée si l'intérêt de la publication ne l'emporte pas sur la protection de la vie privée ou si la publication risque de compromettre une enquête ou procédure pénale en cours ou de causer un préjudice disproportionné aux personnes ou entreprises concernées.

En cas de recours tel que visé à l'article XV.60/15, la publication éventuelle est non nominative dans l'attente de l'issue de la procédure de recours.”

Art. 15. L'article XV.61 du même Code, inséré par la loi du 20 novembre 2013 et modifié par les lois du 29 juin 2016 et du 18 avril 2017, est complété par un paragraphe 4, rédigé comme suit:

“§ 4. La décision de proposer une somme telle que visée au paragraphe 1^{er} peut, pour ce qui concerne les infractions visées à l'article XV.83, 15°/1, être rendue publique. Le cas échéant, la publication est non nominative si son intérêt ne l'emporte pas sur la protection de la vie privée ou si elle risque de compromettre une enquête ou procédure pénale en cours ou de causer un préjudice disproportionné aux personnes ou entreprises concernées.”

Art. 16. Dans l'article XV.83 du même Code, inséré par la loi du 21 décembre 2013 et modifié en dernier lieu par la loi du 4 avril 2019, il est inséré un 15°/1 rédigé comme suit:

“15°/1 des articles VI.109/5 et VI.109/6 relatifs aux pratiques du marché déloyales dans les relations interentreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire;”

CHAPITRE 3. — *Dispositions finales*

Art. 17. Au plus tard le 1^{er} décembre 2024, les ministres qui ont l'Économie, les Classes moyennes et l'Agriculture dans leurs attributions évaluent l'application de la présente loi. Ils soumettent un rapport à la Chambre des représentants.

Art. 18. Les accords de fourniture conclus avant la date de publication de cette loi, sont mis en conformité avec la présente loi dans un délai de douze mois à compter de cette date.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 novembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Économie,
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME
et de l'Agriculture,
D. CLARINVAL

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

Chambre des représentants:
(www.lachambre.be)

Documents : 55-2177 (2021/2022)

Compte rendu intégral : 18 novembre 2021

Art. 13. In boek XV, titel 1/2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 29 september 2020, wordt een hoofdstuk 7 ingevoegd, luidende:

“Hoofdstuk 7. – Bekendmaking”

Art. 14. In hoofdstuk 7 ingevoegd bij artikel 13, wordt een artikel XV.60/21 ingevoegd, luidende:

“Art. XV.60/21. De beslissing tot het opleggen van een administratieve geldboete kan nominatief worden bekendgemaakt door de ambtenaren bedoeld in artikel XV.60/4 op de website van de Federale Overheidsdienst Économie, KMO, Middenstand en Energie en dit ten vroegste na de beroepstermijn bedoeld in artikel XV.60/15.

In voorkomend geval wordt overgegaan tot een niet-nominatieve en/of beperkte bekendmaking, indien de bekendmaking niet opweegt tegen de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, een lopend strafrechtelijk onderzoek of een lopende strafrechtelijke procedure in het gedrang dreigt te brengen of een onevenredig nadeel dreigt te berokkenen aan de betrokken personen of ondernemingen.

Wanneer er een beroep is ingesteld, zoals bedoeld in artikel XV.60/15, is de eventuele bekendmaking, in afwachting van de uitslag van de beroepsprocedure, niet-nominatief.”

Art. 15. Artikel XV.61 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 20 november 2013 en gewijzigd bij de wetten van 29 juni 2016 en 18 april 2017, wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende:

“§ 4. De beslissing tot het voorstellen van een geldsom zoals bedoeld in paragraaf 1 kan, voor wat de inbreuken bedoeld in XV.83, 15°/1, betreft, openbaar worden gemaakt. De openbaarmaking, in voorkomend geval, is niet-nominatief indien ze niet opweegt tegen de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, een lopend strafrechtelijk onderzoek of een lopende strafrechtelijke procedure in het gedrang dreigt te brengen of een onevenredig nadeel dreigt te berokkenen aan de betrokken personen of ondernemingen.”

Art. 16. In artikel XV.83 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 21 december 2013 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 4 april 2019, wordt een bepaling onder 15°/1 ingevoegd, luidende:

“15°/1 van de artikelen VI.109/5 en VI.109/6 betreffende oneerlijke marktpraktijken tussen ondernemingen in de landbouw- en voedselvoorzieningsketen;”

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepalingen*

Art. 17. Uiterlijk op 1 december 2024 evalueren de ministers bevoegd voor Économie, Middenstand en Landbouw, de toepassing van deze wet. Ze leggen een verslag voor aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Art. 18. Leveringsovereenkomsten die vóór de datum van bekendmaking van deze wet zijn gesloten, moeten binnen twaalf maanden na deze datum in overeenstemming worden gebracht met deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 28 november 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Économie,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen, KMO's
en Landbouw,
D. CLARINVAL

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers :
(www.dekamer.be)

Stukken : 55-2177 (2021/2022)

Integraal Verslag : 18 november 2021